ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Ministre de la Justice, le 9 juillet 1964, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant exécution des lois du 3 juillet 1956 et du 16 août 1963 sur le registre du commerce, coordonnées par arrêté royal du ...", a donné le 23 juillet 1964 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vacantiekamer, de 9e juli 1964 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende uitvoering van de bij koninklijk besluit van ... gecoördineerde wetten van 3 juli 1956 en 16 augustus 1963 op het handelsregister", heeft de 23e juli 1964 het volgend advies gegeven :

Selon son intitulé, le projet a pour but d'exécuter les lois des 3 juillet 1956 et 16 août 1963 sur le registre du commerce.

En réalité, il poursuit un double but :

1° Par son article 1er, il fait entrer en vigueur au 1er septembre 1964 la nouvelle législation sur le registre du commerce et détermine la catégorie de commerçants auxquels cette législation sera immédiatement applicable.

2° Par ses autres articles, il pourvoit à l'exécution des dispositions relatives au fonctionnement du registre du commerce dans les greffes des tribunaux de commerce et des tribunaux de première instance exerçant la juridiction commerciale.

Pour des raisons de légistique, il se recommande de prendre un arrêté distinct fixant la date d'entrée en vigueur. Il est superflu que cet arrêté indique la catégorie de commerçants auxquels la législation nouvelle s'appliquera immédiatement, puisque la délimitation de cette catégorie résulte suffisamment de l'article 53 des lois coordonnées sur le registre du commerce.

Le Conseil d'Etat propose en conséquence de supprimer l'article 1er du projet et de prévoir la mise en vigueur de la législation nouvelle par un arrêté dont le texte serait rédigé comme suit :

.../...

ARRETE ROYAL RELATIF A LA MISE EN VIGUEUR DE LA LOI DU 3 JUILLET 1956 SUR LE REGISTRE DU COMMERCE.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 3 juillet 1956 sur le registre du commerce, notamment l'article 53, modifié par la loi du 16 août 1963;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice de Notre Ministre des Affaires économiques et de l'Energie et de Notre Ministre des Classes moyennes,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

La loi du 3 juillet 1956 sur le registre du commerce, modifiée par la loi du 16 août 1963, entre en vigueur le 1er septembre 1964.

Article 2.-

Notre Ministre de la Justice, Notre Ministre des Affaires économiques et de l'Energie et Notre Ministre des Classes moyennes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI :

...

...

...

+

+ +

.../...

Dans son avis L. 6964 du 15 février 1960 relatif au projet de loi qui est devenu la loi du 16 août 1963 modifiant la loi du 3 juillet 1956 sur le registre du commerce et l'article 217 du Code civil, le Conseil d'Etat a formulé l'observation suivante concernant la publicité des annexes au registre du commerce :

"Si l'article 32 de la loi (du 3 juillet 1956) dispose que toute personne peut consulter gratuitement le registre et se faire délivrer des extraits de celui-ci, il n'étend pas ce droit aux annexes conservées au dossier d'immatriculation. Cette consultation n'est d'ailleurs pas nécessaire sous le régime de la loi du 3 juillet 1956, puisque toutes les décisions judiciaires doivent faire l'objet d'une inscription au registre. Le seul intérêt que cette consultation pourrait présenter est de permettre de prendre connaissance des attendus des décisions, puisqu'une copie certifiée conforme de celles-ci doit reposer au dossier. Mais la loi de 1956 n'a pas accordé ce droit aux tiers.

Suivant le projet, le dossier d'immatriculation ne contiendra plus la copie des décisions judiciaires, mais un simple avis. Dès lors, il n'y a plus de raison de refuser aux tiers le droit de consulter le dossier.

Si le Gouvernement désire que les tiers aient connaissance de toutes les décisions judiciaires mentionnées à l'article 24, y compris de celles qui ne donnent pas lieu à l'inscription modificative de la part du commerçant, il doit leur permettre de prendre connaissance du dossier d'immatriculation. A cette fin, les articles 32 et 33 de la loi devraient être complétés comme suit :

.../...

"Article 32.

Toute personne peut consulter gratuitement le registre du commerce et ses annexes et se faire délivrer, à ses frais, par le référendaire ou le greffier, des extraits du registre et des annexes.

Ces extraits ... (le reste inchangé) ... ".

Article 33.

Toute personne peut consulter gratuitement le registre central du commerce et ses annexes".

Le problème ainsi soulevé par le Conseil d'Etat à l'époque n'a pas été résolu explicitement par le législateur. Il en résulte une difficulté d'interprétation quant à la légalité de la consultation par les tiers des avis relatifs aux décisions judiciaires prévues à l'article 25 des lois coordonnées, qui, selon l'article 2, 7, du projet feront partie du dossier ouvert au nom du commerçant.

+

\+ +

Pour le surplus, le projet donne lieu à des observations de forme qui ne nécessitent pas de commentaire et qui résultent du texte proposé ci-après :

.../...

ARRETE ROYAL RELATIF AU REGISTRE DU COMMERCE.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu les lois relatives au registre du commerce, coordonnées le ...

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice, de Notre Ministre des Affaires économiques et de l'Energie, et de Notre Ministre des Classes moyennes,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

Dans le ressort de chaque tribunal de commerce ou tribunal de première instance exerçant la juridiction commerciale, le registre du commerce est composé des dossiers des commerçants, personnes physiques ou morales, qui y ont obtenu leur immatriculation.

Le dossier contient :

1. la demande d'immatriculation revêtue du visa du référendaire ou du greffier;

2. les demandes d'inscription modificative prévues aux articles 13 ou 14 des lois coordonnées, revêtues du visa du référendaire ou du greffier;

3. les procurations qui accompagnent la demande d'immatriculation et les demandes d'inscription modificative, conformément aux articles 7 ou 15 des lois coordonnées;

.../...

4. les documents qui sont annexés aux déclarations conformément aux articles 19, 20 ou 21 des lois coordonnées;

5. les requêtes en radiation introduites en vertu de l'article 18 des lois coordonnées, revêtues du visa du référendaire ou du greffier, et les actes de radiation qui en résultent;

6. la copie des avis relatifs aux inscriptions modificatives auxquelles il a été procédé dans un autre ressort, qui est transmise par le registre central du commerce conformément à l'article 24 des lois coordonnées;

7. la copie des avis relatifs aux décisions judiciaires énumérées à l'article 25 des lois coordonnées, transmise par le registre central du commerce et qui demeurera au dossier tant que ces décisions n'auront pas été mises à néant, ou que l'intéressé n'aura pas été réhabilité;

8. la copie des avis annexée à la demande d'immatriculation par le référendaire ou par le greffier conformément à l'article 25, alinéa 5, des lois coordonnées, lorsque le jugement a été prononcé par le tribunal au registre du commerce duquel le commerçant est immatriculé et qui demeurera au dossier tant que le jugement n'aura pas été mis à néant ou que l'intéressé n'aura pas été réhabilité;

.../...

9. les avis par lesquels le registre central du commerce fait connaître, conformément à l'article 26 des lois coordonnées, les recours qui sont introduits par le commerçant contre les décisions judiciaires énumérées à l'article 25 des mêmes lois et qui demeureront au dossier tant que ces décisions n'auront pas été mises à néant ou que l'intéressé n'aura pas été réhabilité;

10. la copie des avis relatifs à la transcription de jugements de divorce ou de séparation de corps et qui est transmise par le registre central du commerce conformément à l'article 28 des lois coordonnées;

11. l'avis du registre central du commerce contenant l'information prévue à l'article 32 des lois coordonnées que le commerçant ne réunit plus les conditions requises par les lois et règlements pour exercer son activité commerciale, et l'acte de radiation qui en résulte;

12. l'acte de radiation établi en exécution d'une décision passée en force de chose jugée par le référendaire ou le greffier, en vertu de l'article 29 des lois coordonnées;

13. la copie de la décision ayant acquis force de chose jugée et portant défense à l'égard d'un époux d'exercer une activité commerciale, transmise par le registre central du commerce conformément à l'article 33 des lois coordonnées, ainsi que l'acte de radiation qui en résulte;

14. les autres documents transmis par le registre central du commerce.

.../...

Article 2.-

Les déclarations comportant demande d'immatriculation ou d'inscription modificative et les requêtes en radiation sont établies respectivement au moyen des formules I (A.B. ou C), II, III, et, le cas échéant, de la formule-annexe IV destinée à compléter les précédentes, et de l'annexe spéciale relative au mandataire exploitant au nom du propriétaire le fonds de commerce, dont les modèles sont annexés au présent arrêté.

Ces formules sont tenues à la disposition des intéressés au greffe des tribunaux de commerce ou des tribunaux de première instance exerçant la juridiction commerciale.

Article 3.-

Le référendaire ou le greffier porte sur la demande d'immatriculation le numéro qu'il attribue au requérant. Il reproduit ce numéro sur les demandes d'inscription modificative et sur les requêtes en radiation.

Il vise ces documents et les classe dans le dossier prévu à l'article 1er.

Il remet ou envoie au requérant une copie ou une photocopie des demandes d'immatriculation et des demandes d'inscription modificative ainsi visées.

.../...

Article 4.-

Le référendaire ou le greffier adresse au registre central du commerce une copie ou une photocopie des déclarations et demandes prévues à l'article 2 du présent arrêté, des documents prévus aux articles 19, 20 et 21 des lois coordonnées et des procurations prévues aux articles 7 et 15 de ces lois.

Article 5.-

Le référendaire ou le greffier de la juridiction qui a prononcé une décision prévue aux articles 25 ou 27 des lois coordonnées en avise le registre central du commerce sur une formule spéciale dont le modèle est annexé au présent arrêté (avis n° 1 et avis n°3).

Si l'avis est donné sur base de l'article 25 et que la décision est susceptible d'une voie de recours ordinaire, le référendaire ou le greffier en avertit le commerçant sur une formule spéciale, dont le modèle est annexé au présent arrêté (avis n°2).

Article 6.-

L'officier de l'état civil qui a transcrit le divorce ou la séparation de corps d'époux dont l'un est commerçant en avise, conformément à l'article 28 des lois coordonnées, le registre central du commerce sur une formule spéciale dont le modèle est annexé au présent arrêté (avis n°4).

.../...

Article 7.-

Le référendaire ou le greffier, informé par le registre central du commerce en vertu de l'article 32 des lois coordonnées qu'une personne ne remplit plus les conditions requises par les lois et règlements pour exercer son activité commerciale, en avise celle-ci par lettre recommandée sur une formule spéciale dont le modèle est annexé au présent arrêté (avis n°5).

Article 8.-

Lorsqu'il a été procédé à la radiation par application des articles 18, 29, 32 ou 33 des lois coordonnées, le référendaire ou le greffier en avise le registre central du commerce sur une formule spéciale dont le modèle est annexé au présent arrêté (avis n°6).

Article 9.-

Le référendaire ou le greffier dresse et tient à jour l'inventaire des pièces qu'il met au dossier.

Cet inventaire, qui reste joint au dossier, porte référence au numéro de la pièce et mention de l'objet de celle-ci. S'il s'agit d'une déclaration modificative, il mentionne la rubrique modifiée.

Article 10.-

Les extraits du registre du commerce sont délivrés lorsque la copie textuelle est sollicitée, soit sur les formules destinées aux déclarations, soit par photocopie; lorsque la demande ne porte que sur quelques points déterminés, l'extrait est délivré sur la formule V dont le modèle est annexé au présent arrêté.

.../...

Article 11.-

Les dossiers ne peuvent être déplacés; ils ne peuvent être consultés qu'au greffe.

Article 12.-

Notre Ministre de la Justice, Notre Ministre des Affaires économiques et de l'Energie, et Notre Ministre des Classes moyennes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

...

...

Te oordelen naar het opschrift, bedoelt het ontwerp uitvoering te geven aan de wetten van 3 juli 1956 en 16 augustus 1963 op het handelsregister.

In feite heeft het een tweeledig doel :

1° In artikel 1 stelt het de nieuwe wetgeving op het handelsregister in werking en bepaalt het op welke categorie van handelaars deze dadelijk toepassing vindt.

2° De overige artikelen voorzien in de uitvoering van hetgeen bepaald is ten aanzien van de werking van het handelsregister op de griffies van de rechtbanken van koophandel en van de rechtbanken van eerste aanleg met rechtsmacht in handelszaken.

Uit wetgevingstechnische overwegingen ware het gewenst de datum van inwerkingtreding in een afzonderlijk besluit vast te stellen. Dat besluit hoeft niet aan te geven op welke categorie van handelaars de nieuwe wetgeving dadelijk toepassing vindt, want die categorie blijkt genoegzaam uit artikel 53 van de gecoördineerde wetten op het handelsregister.

De Raad van State stelt dan ook voor, artikel 1 van het ontwerp te schrappen en de nieuwe wetgeving in werking te doen treden in een besluit, als volgt :

.../...

KONINKLIJK BESLUIT BETREFFENDE HET INWERKINGSTELLEN VAN DE WET VAN 3 JULI 1956 OP HET HANDELSREGISTER.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, ONZE GROET.

Gelet op de wet van 3 juli 1956 op het handelsregister, inzonderheid op artikel 53, gewijzigd bij de wet van 16 augustus 1963;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie, van Onze Minister van Economische Zaken en Energie en van Onze Minister van Middenstand,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

De wet van 3 juli 1956 op het handelsregister, gewijzigd bij de wet van 16 augustus 1963, treedt 1 september 1964 in werking.

Artikel 2.-

Onze Minister van Justitie, Onze Minister van Economische Zaken en Energie en Onze Minister van Middenstand zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , de

VAN KONINGSWEGE :

...

...

+

+ +

.../...

In zijn advies L. 6964 van 15 februari 1960 over het ontwerp van wet dat de wet van 16 augustus 1963 tot wijziging van de wet van 3 juli 1956 op het handelsregister en van artikel 217 van het Burgerlijk Wetboek is geworden, merkte de Raad van State in verband met de openbaarheid van de bijlagen van het handelsregister het volgende op :

"Artikel 32 van de wet (van 3 juli 1956) bepaalt wel, dat eenieder kosteloos inzage van het handelsregister kan nemen en zich uittreksels uit het register kan doen geven, maar dit geldt niet voor de bijlagen die in het inschrijvingsdossier berusten. Inzage hiervan is overigens overbodig onder de regeling van de wet van 3 juli 1956, aangezien alle rechterlijke beslissingen in het register moeten worden ingeschreven; ze kan alleen belang hebben voor wie kennis zou willen nemen van de motivering van de beslissingen, waarvan immers een voor eensluidend verklaard afschrift in het dossier moet berusten. Maar dit recht heeft de wet van 1956 niet aan derden toegekend.

Volgens het ontwerp zal het inschrijvingsdossier niet langer een afschrift van de rechterlijke beslissingen, maar slechts een blote kennisgeving bevatten. Er is dan ook geen reden meer om derden het recht te ontzeggen inzage te nemen van het dossier.

Wenst de Regering dat derden kennis kunnen hebben van alle in artikel 24 vermelde rechterlijke beslissingen, ook van die waarop vanwege de handelaar geen wijziging van het ingeschrevene moet volgen, dan moet zij hun de gelegenheid geven tot inzage van het inschrijvingsdossier. Te dien einde zouden de artikelen 32 en 33 van de wet als volgt moeten worden aangevuld :

.../...

"Artikel 32.-

Eenieder kan kosteloos inzage nemen van het handelsregister en de bijlagen ervan, en zich op eigen kosten door de referendaris of de griffier uittreksels uit het register en uit de bijlagen daarvan doen geven.

Deze uittreksels ... (voorts onveranderd) ...

Artikel 33.-

Eenieder kan kosteloos inzage nemen van het centraal handelsregister en de bijlagen daarvan".

Het probleem dat de Raad van State destijds aan de orde bracht, is door de wetgever niet uitdrukkelijk opgelost, met het gevolg dat zich thans een interpretatiemoeilijkheid voordoet in verband met de vraag of het wel wettig is derden inzage te laten nemen van de kennisgevingen betreffende de in artikel 25 van de gecoördineerde wetten bedoelde rechterlijke beslissingen, welke kennisgevingen volgens artikel 2, 7, van het ontwerp deel uitmaken van het op naam van de handelaar aangelegde dossier.

+

\+ +

Voorts zijn bij het ontwerp een aantal vormopmerkingen te maken die geen commentaar behoeven en waarmee in de hierna voorgestelde tekst rekening is gehouden :

.../...

KONINKLIJK BESLUIT BETREFFENDE HET HANDELSREGISTER.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, ONZE GROET.

Gelet op de wetten op het handelsregister, gecoördineerd op ...;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie, van Onze Minister van Economische Zaken en Energie en van Onze Minister van Middenstand,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

In het rechtsgebied van iedere rechtbank van koophandel of rechtbank van eerste aanleg met rechtsmacht in handelszaken bestaat het handelsregister uit de dossiers van de handelaars, natuurlijke of rechtspersonen, die in dit register hun inschrijving hebben verkregen.

Het dossier bevat :

1° de aanvraag om inschrijving bekleed met het visum van de referendaris of van de griffier;

2° de in de artikelen 13 of 14 van de gecoördineerde wetten bedoelde aanvragen om wijziging van het ingeschrevene, bekleed met het visum van de referendaris of van de griffier;

3° de volmachten waarvan de aanvragen om inschrijving of om wijziging van het ingeschrevene overeenkomstig de artikelen 7 of 15 van de gecoördineerde wetten vergezeld gaan;

.../...

4° de stukken die overeenkomstig de artikelen 19, 20 of 21 van de gecoördineerde wetten bij de opgaven worden gevoegd;

5° de overeenkomstig artikel 18 van de gecoördineerde wetten ingediende verzoeken om doorhaling, bekleed met het visum van de referendaris of van de griffier, en de akten van doorhaling die daarop zijn gevolgd;

6° het afschrift van de kennisgevingen betreffende de in een ander rechtsgebied verrichte wijzigingen van het ingeschrevene, dat het centraal handelsregister overeenkomstig artikel 24 van de gecoördineerde wetten heeft overgezonden;

7° het afschrift van de kennisgevingen betreffende de in artikel 25 van de gecoördineerde wetten genoemde rechterlijke beslissingen, dat door het centraal handelsregister is overgezonden en in het dossier blijft berusten zolang die beslissingen niet te niet zijn gedaan of de belanghebbende niet in eer is hersteld;

8° het afschrift van de kennisgevingen dat de referendaris of de griffier overeenkomstig artikel 25, vijfde lid, van de gecoördineerde wetten bij de aanvraag om inschrijving heeft gevoegd, wanneer het vonnis is uitgesproken door de rechtbank op wier handelsregister de handelaar is ingeschreven, welk afschrift in het dossier blijft berusten zolang het vonnis niet te niet is gedaan of de belanghebbende niet in eer is hersteld;

9° de kennisgevingen waarbij het centraal handelsregister overeenkomstig artikel 26 van de gecoördineerde wetten bericht geeft van de rechtsmiddelen die de handelaar tegen de in artikel 25 van dezelfde wetten genoemde rechterlijke beslissingen heeft aangewend, welke kennisgevingen in het dossier blijven berusten zolang die beslissingen niet te niet zijn gedaan of de belanghebbend niet in eer is hersteld;

.../...

10° het afschrift van de kennisgevingen betreffende de overschrijving van vonnissen van echtscheiding of van scheiding van tafel en bed, dat het centraal handelsregister overeenkomstig artikel 28 van de gecoördineerde wetten heeft overgezonden;

11° de kennisgeving waarbij het centraal handelsregister overeenkomstig artikel 32 van de gecoördineerde wetten mededeelt, dat de handelaar niet langer voldoet aan de in de wetten en verordeningen gestelde eisen om zijn handelswerkzaamheid voort te zetten, en de akte van doorhaling die daarop is gevolgd;

12° de akte van doorhaling die de referendaris of de griffier overeenkomstig artikel 29 van de gecoördineerde wetten heeft opgemaakt ter uitvoering van een in kracht van gewijsde gegane beslissing;

13° het afschrift van de in kracht van gewijsde gegane beslissing die een echtgenoot verbiedt een handelswerkzaamheid uit te oefenen, welk afschrift het centrale handelsregister overeenkomstig artikel 33 van de gecoördineerde wetten heeft overgezonden, alsook de akte van doorhaling die daarop is gevolgd;

14° de andere, door het centrale handelsregister overgezonden stukken.

Artikel 2.-

De opgaven met verzoek om inschrijving of om wijziging van het ingeschrevene en de verzoeken om doorhaling worden onderscheidenlijk gesteld op de formulieren I (A.B. of C), II, III en, in voorkomend geval, op het bijgevoegde formulier IV dat tot aanvulling van

.../...

de vorige strekt en op het bijzonder bijblad betreffende de lasthebber die namens de eigenaar het handelsfonds exploiteert, van welke formulieren bij dit besluit een model is gevoegd.

Die formulieren zijn ter beschikking van belanghebbenden op de griffie van de rechtbanken van koophandel of van de rechtbanken van eerste aanleg met rechtsmacht in handelszaken.

Artikel 3.-

De referendaris of de griffier vermeldt op de aanvraag om inschrijving het nummer dat hij verzoeker toewijst. Hij schrijft dat nummer over op de aanvragen om wijziging van het ingeschrevene en op de verzoeken om doorhaling.

Hij viseert die stukken en voegt ze bij het dossier bedoeld in artikel 1.

Hij overhandigt of zendt aan verzoeker een afschrift of een fotokopie van de aldus geviseerde aanvragen om inschrijving en aanvragen om wijziging van het ingeschrevene.

Artikel 4.-

De referendaris of de griffier zendt het centraal handelsregister een afschrift of een fotokopie van de in artikel 2 van dit besluit bedoelde opgaven en aanvragen, van de stukken bedoeld in de artikelen 19, 20 en 21 van de gecoördineerde wetten en van de volmachten waarvan sprake in de artikelen 7 en 15 van die wetten.

.../...

Artikel 5.-

De referendaris of de griffier van het gerecht dat een beslissing als bedoeld in de artikelen 25 of 27 van de gecoördineerde wetten heeft uitgesproken, geeft het centraal handelsregister daarvan kennis met een bijzonder formulier, waarvan het model bij dit besluit is gevoegd (kennisgeving nr 1 en kennisgeving nr 3).

Geschiedt de kennisgeving op grond van artikel 25 en staat tegen de beslissing een gewoon rechtsmiddel open, dan verwittigt de referendaris of de griffier de handelaar daarvan met een bijzonder formulier, waarvan het model bij dit besluit is gevoegd (kennisgeving nr 2).

Artikel 6.-

De ambtenaar van de burgerlijke stand die de echtscheiding of de scheiding van tafel en bed van echtgenoten van wie één handelaar is, heeft overgeschreven, geeft het centraal handelsregister daarvan overeenkomstig artikel 28 van de gecoördineerde wetten kennis met een bijzonder formulier, waarvan het model bij dit besluit is gevoegd (kennisgeving nr 4).

Artikel 7.-

De referendaris of de griffier die vanwege het centraal handelsregister overeenkomstig artikel 32 van de gecoördineerde wetten bericht heeft gekregen dat een persoon niet langer voldoet aan de in de wetten en verordeningen gestelde eisen om zijn handelswerkzaamheid uit te oefenen, geeft deze daarvan kennis bij aangetekende brief op een bijzonder formulier, waarvan het model bij dit besluit is gevoegd (kennisgeving nr 5).

.../...

Artikel 8.-

Wanneer met toepassing van de artikelen 18, 29, 32 of 33 van de gecoördineerde wetten tot doorhaling is overgegaan, geeft de referendaris of de griffier het centraal handelsregister daarvan kennis met een bijzonder formulier, waarvan het model bij dit besluit is gevoegd (kennisgeving nr 6).

Artikel 9.-

Van de stukken die hij bij het dossier voegt, maakt de referendaris of de griffier de inventaris op en houdt deze bij.

Die inventaris, die bij het dossier blijft gevoegd, verwijst naar het nummer van het stuk en geeft het onderwerp daarvan aan. Gaat het om een opgaaf tot wijziging dan vermeldt hij de gewijzigde rubriek.

Artikel 10.-

Uittreksels uit het handelsregister worden, als om een woordelijk afschrift is verzocht, afgegeven hetzij op de formulieren voor opgaven, hetzij als fotokopie; slaat het verzoek alleen op bepaalde punten, dan wordt het uittreksel afgegeven op het formulier V, waarvan het model bij dit besluit is gevoegd.

Artikel 11.-

De dossiers moeten ter plaatse blijven; alleen op de griffie mag inzage ervan worden genomen.

.../...

Artikel 12.-

Onze Minister van Justitie, Onze Minister van Economische Zaken en Energie en Onze Minister van Middenstand zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , de

...

...

a chambre était composée de

essieurs : A. MAST, conseiller d'Etat, président
e Heren : raadsheer van State, voorzitter

J. COYETTE, conseillers d'Etat,
J. MASQUELIN, raadsheren van State,

Ch. VAN REEPINGHEN, assesseurs de la section de législation,
J. DE MEYER, bijzitters van de afdeling wetgeving,

G. DE LEUZE, greffier adjoint, greffier
adjunct-griffier, griffier.

De kamer was samengesteld uit

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. A. MAST.
Le rapport a été présenté par M. W.VAN ASSCHE, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.A. MAST.
Het verslag werd uitgebracht door de H.W.VAN ASSCHE, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) G. DE LEUZE. (s) A. MAST.